



Bulletin d'information Numéro 18/ Novembre 2014

Grand-Duché de Luxembourg

22, boulevard Pierre Dupong L-1430 Luxembourg
Tel : +352 26 25 82 30 Fax : +352 26 25 87 30
www.fmmr.lu / info@fmmr.lu

Italie

Via Flaminia, 330 I-00196 Roma
(Codice fiscale 97405200581)

La “Fondation Meninos e Meninas de Rua” - FMMR est une association sans but lucratif (asbl) et une organisation non gouvernementale de développement (ONGD).

Elle a été fondée le 13 février 1993 à Luxembourg.

La FMMR est laïque, apolitique, neutre et indépendante. Elle œuvre au **Brésil** où elle finance des projets dont les buts sont la **défense des droits fondamentaux des enfants et la lutte contre la pauvreté et la marginalisation**.



Montants annuels des transferts, au Brésil, pour financer les projets

ANNÉE	USD	EUR
1991	48 320,00	
1992	91 452,00	
1993	25 760,00	
1994		263 623,24
1995		128 745,04
1996		77 784,97
1997		230 415,40
1998		131 974,40
1999		280 917,40
2000		345 624,13
2001		277 878,45
2002		310 533,77
2003		220 080,71
2004		230 700,00
2005		263 803,39
2006		404 000,00
2007		359 679,78
2008		488 000,00
2009		789 700,00
2010		709 000,00
2011		696 200,00
2012		593 000,00
2013		502 480,24
	165 532,00	7 304 140,92

Projet “Devenir citoyen”



Financement du fonctionnement de deux maisons-foyers, l'une pour garçons, la Granja Paraíso, et l'autre pour filles, la Casa Lar Heleninha, à Palmares (Pernambuco), en collaboration avec l'association ASPP.

*2008-2013 “Devenir Citoyen”, somme totale investie: 1 250 637,02 €
2003-2007 “Vie et Citoyenneté”, somme totale investie: 562 339,72 €*

Une fois par an, généralement entre novembre et décembre, la FMMR publie un bulletin d'information à travers lequel elle se propose de rendre compte à tous ses membres et donateurs des actions menées grâce aux fonds, publics et privés, qu'elle a reçus.

La création de la FMMR, il y a 21 ans, fut guidée par la nécessité impérieuse de réagir face à cette tragédie immense et inqualifiable que celle des enfants vivant dans les rues. Sa création répondait à la volonté déterminée de lutter pour le respect de leurs droits fondamentaux, et au désir d'œuvrer en faveur de leur démarginalisation et insertion sociale. Cela à travers le financement, depuis le Luxembourg, de projets éducatifs bien structurés et de longue haleine, gérés par des responsables sur place.

Durant la mission qui eut lieu en juin 2002, nous avons eu l'information de l'existence à Palmares, ville moyenne de l'Etat de Pernambuco, d'un centre d'accueil pour enfants des rues, appelé Granja Paraíso. Une visite rapide des lieux nous permit de constater que les enfants et adolescents accueillis y étaient bien traités malgré des infrastructures précaires, voire insalubres, et des moyens largement insuffisants. Nous avons mené une enquête afin de collecter un maximum d'informations. Finalement, nous avons décidé qu'il convenait de proposer à l'organisation responsable du centre, l'Ação Social Paróquia de Palmares – ASPP, de nous soumettre un projet de réinsertion sociale d'enfants des rues.

Avant de délibérer quant au financement du projet qui nous avait été soumis, en novembre 2003 nous nous sommes à nouveau rendus sur place afin d'évaluer la validité et la pertinence du projet en question.

A Palmares, ville d'environ 60 000 habitants, on dénombrait, à ce moment là, plus de 100 enfants vivant à la rue en état d'abandon total.



Les enfants et adolescents accueillis y étaient bien traités, malgré des infrastructures précaires et des moyens largement insuffisants.

Ce que l'ASPP nous demandait, c'était de l'aider à renforcer sa capacité d'accueil qualitativement et quantitativement. Ainsi, entre 2003 et 2007, deux nouvelles maisons-foyers, une pour les garçons, l'autre pour les filles, ainsi qu'une crèche ont été construites et équipées. Deux citernes de récupération d'eau de pluie et un mur d'enceinte du terrain où se trouvaient la maison des filles et la crèche ont également été érigés. Dix personnes travaillant dans le projet ont suivi une formation supérieure et de ce fait, ont pu acquérir des connaissances et des compétences qui ont profité à tous. Tous les enfants et adolescents, garçons et filles, ont reçu un soutien scolaire individualisé afin de les mettre en mesure de surmonter les nombreuses difficultés liées notamment à leurs conditions de vie avant d'être placés au foyer. Ils ont tous eu accès à des activités pédagogiques, sportives et culturelles. Ils ont pu suivre des cours d'artisanat et de formation professionnelle. Ils ont pu participer à des excursions, visiter des musées et des parcs ou passer des journées à la plage et à la piscine. Depuis début 2005, le suivi médical par des professionnels de santé est devenu systématique, notamment en termes de vaccinations, d'hygiène bucco-dentaire, de prévention des maladies sexuellement transmissibles, d'éducation au respect de son corps, à l'importance de l'hygiène et des soins de santé.

Avec une possibilité d'accueil quotidien d'un maximum de 110 enfants et/ou adolescents, en 2007, 146 garçons et filles, victimes d'abandon, d'abus, de mauvais traitements, ont trouvé dans les foyers : protection, assistance, affirmation de leurs droits, respect et dignité en plus d'un suivi psychologique, d'une alimentation suffisante, de soins de santé, de l'accès à l'école et à une formation professionnelle.

En s'appuyant sur des valeurs comme **la solidarité, la fraternité, la justice, la responsabilité**, et des méthodes éducatives qui se basent sur **la libre expression et le respect mutuel**, stimulés et encouragés par la mise à disposition de moyens financiers adéquats, le personnel en charge du projet, compétent et dévoué, a fait des deux structures d'accueil *Granja Paraíso* et *Casa Lar Heleninha*, des modèles et des exemples à suivre pour récupérer socialement les mineurs en situation d'abandon, d'errance dans la rue, victimes d'abus et de mauvais traitements.

En 2005, le Ministre de la Justice du Pernambuco, désireux de voir personnellement ce projet s'y est rendu en visite. Pendant qu'il inspectait, plus d'une fois il a exprimé son admiration pour ce qu'il constatait. Avant de prendre congé il a déclaré que, d'après les données disponibles à son ministère, il résultait que le taux de violence juvénile à Palmares était inférieur à celui de villes plus petites et avec moins d'habitants. Cela était sans aucun doute le mérite de l'ASPP, des méthodes qu'elle appliquait, des moyens humains et matériels qu'elle avait été capable de déployer.

Cependant, malgré les marques d'estime et la renommée dont jouissait notre partenaire, malgré le fait que tout le monde s'accordait à reconnaître et à proclamer l'importance et la nécessité d'un tel projet, **en 2008 l'apport financier local restait aléatoire et largement insuffisant tandis que les besoins avaient augmenté** : un nombre très élevé d'enfants placés dans les centres y restaient des années durant ; des appels répétés de placements affluaient de partout, même de localités très éloignées de Palmares ; juges de mineurs et conseillers de tutelle s'adressaient systématiquement aux responsables pour venir à bout, ne serait-ce que pour quelques jours ou quelques semaines, de cas graves tels, par exemple, des enfants menacés de mort.



En 2003/2004, à Palmares-ville, plus de 100 mineurs vivaient à la rue. En 2008, grâce à l'existence et au bon fonctionnement des maisons-foyer, à Palmares-ville, ce tragique phénomène avait presque disparu, mais malheureusement les cas de mineurs victimes d'abandon, de sévices, de viols, d'abus, de privations en tous genres n'avaient pas pour autant régressé. Au contraire, ils avaient augmenté. Les campagnes d'information lancées par l'ASPP ainsi que ses nombreuses actions de sensibilisation avaient eu comme résultat d'induire les gens à dénoncer abandons et maltraitements. Ainsi il fallait, d'une part, investir davantage de moyens dans les formations professionnelles et l'accompagnement à l'autonomie de ceux qui, n'ayant aucune possibilité de retour en famille ni d'adoption, grandissaient dans les centres. D'autre part, il fallait faire face et gérer un nombre toujours plus élevé de placements de courte durée, avec toutes les conséquences que ce type d'intervention comportait aussi bien sur le plan socio-éducatif, que sanitaire, social et financier. Nous sommes donc arrivés à la conclusion que le projet que nous avons soutenu entre 2003 et 2007 et que nous avons appelé « Vie et citoyenneté » devait être maintenu, voire dépassé. **Il fallait absolument continuer à assurer notre soutien financier.**

En étroite collaboration avec le partenaire local, la FMMR lança en 2008 un nouveau projet : « Devenir citoyen ». Ce projet, cofinancé par le Ministère des Affaires étrangères du Luxembourg, devait durer de 2008 à 2012, soit cinq ans. Du fait d'une bonne gouvernance et d'apports locaux imprévisibles et inattendus lors de la préparation de la demande de cofinancement, il a pu se poursuivre 18 mois supplémentaires, c'est à dire jusqu'à juin 2014.

L'action de l'ASPP, ainsi que celle de la FMMR, s'inspirant dans leur intégralité des normes établies par le Statut de l'Enfant et de l'Adolescent, le projet « Devenir citoyen » visait le respect et l'application des principes fondamentaux qui sont :

- le droit à une vie familiale et communautaire
- le droit à la santé
- le droit à l'éducation, aux loisirs, aux sports et à la culture
- le droit à la professionnalisation et au travail
- le droit au respect et à la dignité

Comme il a été dit, le projet s'inscrivait dans un contexte où les pouvoirs publics n'apportaient toujours pas d'appui aux structures et les aides venant d'autres organismes restaient aléatoires et largement insuffisantes.

Le projet « Devenir citoyen » prévoyait entre autres des mesures spécifiques visant une meilleure formation des adolescents et l'obtention d'un emploi, ainsi qu'une bourse à l'installation au moment où les jeunes s'apprétaient à devenir autonomes. Ce fut le cas de dix garçons qui, ayant atteint la majorité, décidèrent en 2008 d'aller s'installer à Mineiros, dans l'Etat de Goiás, où les opportunités de travail étaient meilleures. Enfants, ils avaient été accueillis à la Granja Paraíso après avoir passé de longs mois à la rue. Totalement abandonnés, sans liens familiaux, ils y avaient grandi.

Une loi entrée en vigueur le 5 novembre 2009 a marqué un tournant dans le projet. Il s'agit de la « Nouvelle loi sur l'adoption » n°12.010 du 3 août 2009.

Ce dispositif législatif a pour objectifs d'apporter davantage de clarté et de transparence au processus d'adoption au Brésil, et de réduire le fossé entre les familles qui souhaitent adopter un enfant et les enfants qui vivent en foyer d'accueil, en attente d'une intégration familiale. Cette loi a directement impacté le fonctionnement de toutes les structures d'accueil de mineurs, notamment en fixant à 2 ans la durée maximale d'accueil. En outre, elle a instauré des « audiences concentrées », ensemble de mesures ayant pour objectif la systématisation du contrôle d'actes administratifs et procéduraux afin de garantir le retour des enfants et adolescents au sein de leurs familles ou d'une famille de substitution.

La démarginalisation des enfants était amorcée.

Le travail réalisé par l'ASPP grâce à l'aide financière que la FMMR lui avait assurée, a permis une application immédiate, adéquate et conforme de cette loi dans la région de Palmares, faisant de ce partenaire efficace et fortement engagé, une entité en mesure de collaborer au plus près du pouvoir judiciaire dès la fin 2009.

Cette loi a donné une impulsion nouvelle au travail réalisé dans les maisons-foyers en ouvrant la voie d'une coopération avec les autorités publiques dans le secteur de la défense des droits de l'enfant et de l'adolescent.

L'étroite collaboration qui s'est établie, véritable partenariat entre la justice, notre partenaire et la FMMR, a donné davantage d'importance, de reconnaissance et de légitimité à l'action poursuivie. Les magistrats ont soutenu notre partenaire dans l'accompagnement à l'autonomie des jeunes et dans les procédures d'insertion familiale : des communes ont été contraintes, par décision de justice, de soutenir et accompagner des familles en difficulté et des jeunes adultes quittant les maisons-foyers. La recherche et l'accompagnement des familles ont été intensifiés, et ont permis la résolution de nombreux cas jusqu'alors dans l'impasse. Si par le passé la recherche des familles n'incombait qu'à l'ASPP et la conquête de l'autonomie ne relevait que des efforts des jeunes concernés, désormais d'autres entités interviennent, sollicitent, voire exigent et obtiennent ce qui est du droit de chacun : historiques, actes administratifs et aides sociales. Il s'agit là d'avancées inespérées au moment de la conception du projet, rendues possibles par la loi et par le programme développé en amont grâce à l'appui financier que la FMMR a assuré des années durant.

La responsabilité de l'Etat et des communes en matière d'aide sociale et de protection de l'enfance a été engagée et rappelée. Le projet a été d'une grande contribution pour la défense, la protection et la promotion des droits de l'enfant et de l'adolescent à Palmares et sa région, et s'est confirmé comme référence en matière d'accueil institutionnel pour l'Etat de Pernambuco. Il a également su donner un appui essentiel au système de garantie des droits en offrant un exemple de maisons-foyers pour les organes publics et la société.



Entre janvier **2008 et juin 2014**, les maisons foyers ont accueilli un total de **401 enfants et adolescents**. La prise en charge de fratries entières est devenue plus fréquente. Début novembre 2013 est arrivée une fratrie de 9 enfants: cinq frères et quatre sœurs, âgés entre 3 et 14 ans. Le père, alcoolique, battait sa femme et ses enfants. Ces derniers vivaient la plupart du temps dans la rue. La plus âgée des filles avait été violée par un oncle paternel, qui vivait sous le même toit. Au moment de leur prise en charge, les maisons-foyers avaient atteint le maximum de leur capacité d'accueil. Il a fallu aménager un espace pour ces enfants et recruter deux éducatrices supplémentaires. Au premier semestre 2014, 4 frères et sœurs âgés de 1 à 7 ans, en situation d'abandon total, ont été pris en charge. Une autre fratrie de 3 enfants âgés de 2 à 5 ans a été également accueillie. Les enfants étaient constamment dans la rue et maltraités. La mère est trafiquante de stupéfiants et le père est en prison. De 2009 à 2012, une autre fratrie composée de 6 enfants a été accueillie. La plus âgée avait 14 ans et le plus jeune 4 ans. Le père a été emprisonné pour violences sur sa femme. Cette dernière, ivre et souffrant de désordre mental, a mis feu à la maison alors que les enfants se trouvaient à l'intérieur. Ces derniers ont été sauvés par les voisins. Après trois ans d'accompagnement des parents, les enfants ont été réintégrés dans leur famille. L'accompagnement de la famille continue depuis.

Une éducatrice, spécifiquement chargée de l'accompagnement médical des enfants, a organisé le suivi sanitaire de tous les bénéficiaires du projet.

A leur arrivée dans les maisons foyers, ils nécessitent tous un suivi médical particulier. Malnutrition, dénutrition, absence de vaccins, maladies sexuellement transmissibles, grossesses précoces, maladies de peau, problèmes d'hygiène (notamment bucco-dentaire), problèmes de croissance et autres pathologies : lors de la prise en charge, les enfants souffrent tous de diverses maladies ou symptômes directement liés aux abus dont ils ont été victimes et au contexte socio-familial dans lequel ils vivaient.

Le petit Daniel, quand il a été accueilli en 2005 alors âgé de 1 an, souffrait de dénutrition de niveau III (traitée et stabilisée), de perforation des deux tympanes (chirurgie de reconstruction du tympan gauche réalisée), absence de parole liée aux troubles auditifs, bruxisme, hyperactivité. La santé de Daniel a nécessité la consultation régulière d'un ORL tous les 2 mois de 2006 à 2013, d'un orthophoniste une fois par semaine à Recife (à une heure et demie de route) à partir de 2009, d'un pédiatre, d'un nutritionniste, d'un dentiste spécialisé pour enfants porteurs de handicap, d'un psychiatre tous les 3 mois de 2011 à 2013, d'un psychologue clinicien en 2013.

Cristiano est arrivé en 2009, âgé de 10 ans. Souffrant de glaucome, il avait déjà perdu la vue de l'œil droit à cause d'un décollement de rétine non traité. L'enfant a bénéficié d'un suivi mensuel par plusieurs spécialistes pour le traitement du glaucome et de la réfraction oculaire. Prédisposé au décollement de rétine, il a dû être traité en 2011, suite à un nouveau décollement. Il a également été pris en charge par un musicothérapeute et un psychothérapeute deux fois par mois. Cristiano a été détaché du projet en 2013.

Ezequiel, accueilli en 2014 à l'âge de un an, a été accueilli couvert de blessures, et avec suspicion de HIV. L'enfant présentait en outre les caractéristiques de l'hydrocéphalie. Un accompagnement médical à Recife a dû être mis en place.

Des exemples parmi d'autres pour illustrer ce qui a été fait et donner une idée de ce qui reste à faire. La poursuite de l'action menée ayant un caractère nécessaire incontestable, la FMMR entend continuer à assurer son soutien financier à ce projet. Les centaines d'enfants et d'adolescents qui, durant ces plus de dix années d'étroite collaboration entre la FMMR et l'ASPP, ont séjourné dans les maisons-foyer, y ont tous trouvé protection, respect, attention, soins psychologiques et sanitaires, éducation, possibilités de formation, ainsi qu'un accompagnement individuel qui, dans bien des cas, s'est prolongé même une fois partis. Malgré les indicibles souffrances et les traumatismes, leur passage, long ou bref, au sein des maisons-foyers a marqué positivement leur existence.

Le 19 novembre dernier, dans le cadre de la 3ème édition des ING Solidarity Awards, le premier prix du jury dans la catégorie « Association partiellement bénévole soutenant un projet à portée internationale » a été décerné à la Fondation Meninos e Meninas de Rua pour son projet « Devenir citoyen ». Ce prix d'une valeur de 6 000 € est un formidable encouragement à poursuivre cette œuvre et une extraordinaire récompense pour les efforts déployés, aussi bien ici que là-bas.

Lucina Mazzone De Bernardi
Présidente fondatrice de la FMMR

Les projets 2013-2014

Localités, partenaires, bénéficiaires

Tous les projets en cours sont cofinancés par le Ministère des Affaires étrangères et Européennes du Grand Duché du Luxembourg. Ils se situent tous au Brésil.

Chaque année, ils bénéficient à plus 10 000 enfants, jeunes, et adultes.



La FMMR mène des projets à moyen et long terme, créant les conditions favorables à un développement inscrit dans la durabilité, en étroite collaboration avec les associations d'utilité publique :

- **Projeto UERE** à Rio de Janeiro (Etat de Rio de Janeiro)
- **Associação PODE - Portadores de Direitos Especiais** à Pesqueira (Etat de Pernambuco)
- **Ação Social Paróquia Palmares (ASPP)** à Palmares (Etat de Pernambuco)
- **Associação Beneficente Nossa Senhora das Dores (ABNSD)** à Mairi (Etat de Bahia)
- **Associação da Criança e do Adolescente da Chã de Bebedouro (ACACB)** à Maceió (Etat d'Alagoas)

La FMMR intervient auprès de populations défavorisées, plus particulièrement auprès d'enfants et adolescents à risque social élevé. Son action, alliée à celle de ses partenaires, vise à rompre la marginalisation et le cercle vicieux de la pauvreté à travers la mise en place de projets d'éducation et formation professionnelle, et d'actions de prévention.

Projet “Uerê”

Financement de l'école “Uerê” à Rio de Janeiro, en collaboration avec l'association PROJETO UERÊ, à partir de 2014 pour une durée de trois ans.

Plus de 22 % de la population de Rio de Janeiro, soit près de 2 millions de personnes, vivent dans des bidonvilles, appelés *favelas*. Ces favelas regroupent la population la plus pauvre composée de nouveaux arrivants, de sans emploi, de marginaux, mais aussi de travailleurs pauvres.

La *favela da Maré* est une des zones les plus pauvres de Rio, et parmi les plus violentes. A la violence de la rue, s'ajoute bien trop souvent la violence domestique au sein des familles.

Les enfants habitant le quartier sont soumis constamment à des situations de stress et développent des réactions post-traumatiques qui varient selon l'âge et qui peuvent atteindre des niveaux très graves.

L'école Uerê située dans la *favela da Maré* accueille chaque année **plus de 400 enfants et adolescents** souffrant de graves problèmes d'apprentissage suite à une longue exposition à la violence. Grâce à la méthode pédagogique « Uerê-Mello », plus de 80 % des élèves sont réhabilités et en mesure de poursuivre une scolarité dans de bonnes conditions.



Jorge Valente a visité le Projet Uerê début juin 2014. Il nous livre ici son témoignage.
Les photographies ci-contre ont été prises par Jorge lors de sa visite.

“Pendant un voyage un peu plus long en Amérique du Sud, j'ai eu la chance de visiter le Brésil et notamment Rio de Janeiro. Comme photographe, on est toujours émerveillé par la richesse des images qui se présentent à nous dans un tel pays. La diversité, les couleurs, l'énergie mais aussi les contrastes et surtout les inégalités sociales telles qu'elles peuvent être vécues quotidiennement dans les favelas de Rio.

Même si on parle très souvent du Brésil comme un des pays faisant partie des BRICS (économies émergentes), à forte croissance économique, j'observe un écart important entre les riches et les pauvres. Dans les banlieues de Rio, je vois les symptômes de cette fracture sociale et la précarité qui en résulte. C'est précisément dans une de ces favelas, "o complexo da Maré" que j'ai eu l'occasion de visiter le Projet UERÊ, que la FMMR soutient.

Le personnel de l'école UERÊ fait un travail remarquable, accompagnant les enfants même d'un très jeune âge. Les enfants apprennent beaucoup de choses, que ce soit de la matière scolaire ou le respect d'autrui. Ils participent à des ateliers éducatifs et artistiques, font du violon ou de la capoeira par exemple. Ils apprennent surtout à vivre en groupe et à se respecter les uns et les autres, en créant en même temps des liens d'amitié. Tout cela se passe dans un environnement qui est encadré par des éducateurs passionnés et enthousiastes. Ces derniers leur montrent un modèle différent de celui qu'ils vivent souvent au quotidien.

Sans ce type de structure, la plupart de ces enfants serait probablement moins encadrés, peut-être laissé à leur propre sort ou exposé à un entourage douteux. Les favelas comme la favela da Maré, sont souvent des zones où le trafic de drogue et les gangs dominent.

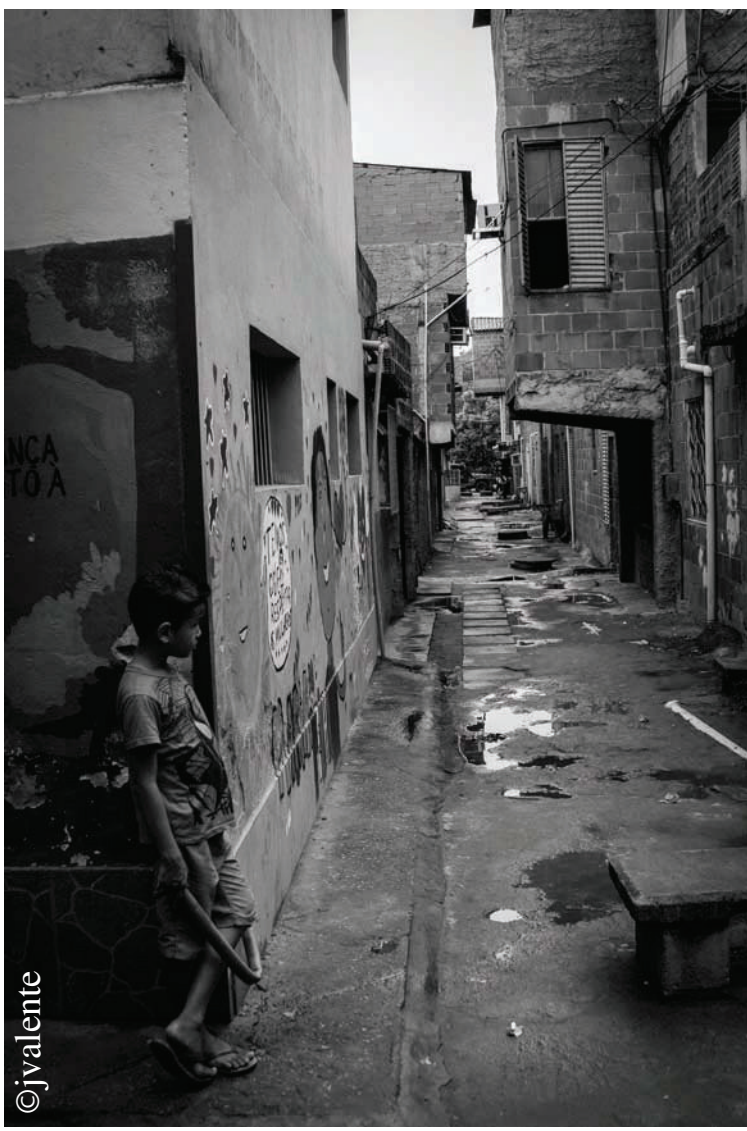
Compte tenu de l'enthousiasme des enfants, je suis convaincu qu'ils sont très heureux d'aller à UERÊ tous les jours. J'espère surtout qu'ils pourront, grâce à l'éducation qu'ils auront eue à l'école UERÊ, espérer un futur meilleur.”



*A l'occasion de la Coupe du Monde de Football 2014, l'action « **Public Viewing** » organisée par la **commune de Bertrange** s'est soldée avec bénéfice. Un chèque de **1397,25 €** a été remis à la FMMR. L'intégralité de la somme a été destinée au projet Uerê.*
Un grand merci à la commune de Bertrange.

*A l'occasion de son départ à la retraite, Monsieur **Wilfred Nijman** a préféré un cadeau solidaire. La somme de **350 €** que la FMMR a reçue a été destinée au projet Uerê. **Un grand merci à Monsieur Nijman et à son entourage.***

Une autorisation écrite préalable est sollicitée par la FMMR à la personne à l'origine d'un don collectif. En l'absence de réponse, l'information n'est pas divulguée.



Projet “Maison – Ecole de Santé ”

Financement d'un centre de rééducation et réhabilitation pour enfants et adolescents porteurs de handicap à Pesqueira (Pernambuco) en collaboration avec l'association PODE.

Pesqueira est une ville d'environ 65 000 habitants, située à 200 km de Recife, capitale de l'Etat de Pernambuco. Un grand nombre de ses habitants vivent dans des conditions d'extrême pauvreté et beaucoup d'enfants et adolescents souffrent de handicaps, causés notamment par la mauvaise, voire inexistante prise en charge des femmes enceintes. Cela tout particulièrement dans la zone rurale où la pauvreté est omniprésente, les conditions d'hygiène très précaires, et les services d'accompagnement prénatal inexistants.

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'action menée par la FMMR en étroite collaboration avec l'association PODE - « Portadores de Direitos Especiais » qui, comme son nom l'indique, considère ces enfants et adolescents comme « porteurs de droits spéciaux ». Toute l'action menée va dans le sens de l'affirmation et de l'exercice de leurs droits.

Le manque de connaissances et d'informations, les préjugés et le faible investissement public demeurent des entraves à l'exercice des droits des personnes handicapées. De nombreuses opérations de prévention, d'information et de sensibilisation sont ainsi organisées très régulièrement dans le cadre du projet.

La « Maison - Ecole de Santé » accueille, chaque année, plus de **200 enfants et adolescents** handicapés. La prise en charge est quotidienne et organisée par demi-journées. Sur chaque demi-journée sont servis deux repas aussi bien à l'enfant bénéficiaire qu'à son accompagnant. 15 % des bénéficiaires souffrent de dénutrition sévère au moment de leur arrivée dans la structure.

Une équipe pluridisciplinaire développe un travail éducatif et thérapeutique complet et spécialisé, en adéquation avec le handicap de chacun. En outre, le centre offre à la population des consultations et examens gratuits, comme par exemple des tests auditifs et des consultations ORL pour les nourrissons.

Avant la création de la Maison de Santé en 2005, pour obtenir des consultations et recevoir des thérapies spécialisées, les familles d'enfants handicapés devaient se rendre à Recife. Puisque la grande majorité ne pouvait pas supporter les coûts de transports, ces enfants ne recevaient ni support, ni assistance, et subissaient l'exclusion, la discrimination, et les préjugés.



*La somme de 2710 € qui a été récoltée à l'occasion de la 1ère communion des enfants des paroisses de Bertrange et Strassen a été entièrement destinée à la Maison - Ecole de Santé.
Un grand merci aux communiantes et à leur entourage.*

Projet “Conquête de la Citoyenneté”

Financement d'une crèche, de cours d'appui scolaire, d'informatique, de musique et de formations professionnelles à Mairi (Bahia) en collaboration avec l'association ABNSD.

Les habitants de Mairi, petite ville rurale de l'intérieur de l'Etat de Bahia, sont confrontés à de nombreuses difficultés socio-économiques. La commune ne compte pas d'industries et les activités agricoles sont compromises par la sécheresse qui s'aggrave d'année en année. Les pouvoirs publics locaux délaissent les questions sociales et sanitaires. La pauvreté domine.

Dans ce contexte particulièrement carencé, le projet « Conquête de la Citoyenneté » vient apporter une action vaste en faveur des enfants, des adolescents, et également des adultes.

La crèche Lapinha accueille quotidiennement **130 jeunes enfants**. Outre les nombreuses activités éducatives et ludiques, les enfants y reçoivent une alimentation complète, des soins et un suivi médical.

Des cours de renfort scolaire se déroulent chaque jour, dans différents quartiers de la ville ainsi qu'en zone rurale où les besoins sont importants. L'abandon scolaire précoce et l'analphabétisme sont très courants. Environ **400 élèves** participent à ces cours et améliorent leurs résultats scolaires.

Des cours d'informatique et de musique viennent mettre les nouvelles technologies et la culture à la portée de **plus de 200 participants**. L'artisanat local est également valorisé et encouragé. Les ateliers regroupent une centaine d'inscrits, majoritairement des mères de famille. Enfin, des formations professionnelles viennent élargir les possibilités des participants d'acquérir un savoir faire et de trouver un emploi grâce auquel améliorer leurs conditions de vie.



Atelier de couture



Crèche Lapinha

Les élèves du Lycée de Garçons de Luxembourg (LGL) se sont mobilisés lors du Charity Run 2014, et ont récolté 1080,40 €. Cette somme a servi à faire face aux frais de fonctionnement de la Crèche Lapinha. Un grand merci aux élèves et aux sponsors.

Les projets « Conquête de la dignité » à Palmares (Pernambuco) et « Education et Citoyenneté » à Maceió (Alagoas) se sont terminés en juin 2013.

Somme totale investie entre 2004 et 2013 pour le projet « Education et Citoyenneté » : 315 754,73 €

Somme totale investie entre 2005 et 2013 pour le projet « Conquête de la dignité » : 1 298 841,91 €

Au moyen d'activités éducatives, culturelles et formatives, ces deux projets ont permis d'éloigner les enfants et les adolescents des quartiers les plus défavorisés des dangers de la rue, de la drogue, de la violence, de la mendicité, de la prostitution, et ont contribué à changer les comportements et développer une conscience citoyenne.

Projet “Bourses d’études”

Financement de bourses d’études pour élèves méritants, dépourvus des moyens financiers nécessaires à la poursuite de leurs études, à Maceió (Alagoas) et à Palmares (Pernambuco).

Les bourses d’études permettent de soutenir la scolarité de jeunes issus de milieux défavorisés, qui peuvent reprendre ou poursuivre leur formation scolaire ou universitaire, se former professionnellement et avoir ainsi de réelles perspectives d’avenir.

La solidarité est une valeur phare, qui prend ici la forme de parrainages : à leur tour, les boursiers soutiennent des d’écopiers du primaire issus de familles très défavorisées, auxquels ils remettent des fournitures scolaires ou des articles d’hygiène. Certains s’investissent bénévolement auprès d’associations locales.

En moyenne, **50 adolescents reçoivent une bourse mensuelle** grâce à laquelle ils peuvent couvrir les dépenses liées à leur scolarité : s’acheter les fournitures et les livres, payer les tickets de transport et suivre des formations complémentaires payantes.



Joana, boursière de Palmares, s’investit auprès des personnes âgées

Nos actions à Luxembourg



L’année 2014 a été marquée par la coupe du monde de football qui s’est déroulée au Brésil et par les manifestations et contestations des brésiliens. A cette occasion, la FMMR a présenté au public la création théâtrale originale « Passe-moi la balle ! », le 3 juin à l’Abbaye de Neumünster.

Pour connaître nos prochaines actions visitez notre site www.fmmr.lu et suivez-nous sur

facebook



Un autre grand moment de l’année a été la participation de la FMMR à l’édition 2014 du Festival du Film brésilien, avec la projection du documentaire « La Cité de Dieu - 10 ans après » qui a permis d’ouvrir une réflexion sur les problèmes sociaux aux Brésil. Les spectateurs ont pu poser différentes questions au réalisateur, Cavi Borges, qui était présent.

Injustice sociale, exclusion, non respect des droits les plus fondamentaux motivent les interventions de la FMMR depuis vingt et un ans.

Dans un monde globalisé, en pleine mutation, œuvrer dans le sens d'une société plus juste et plus respectueuse des droits de chacun, quels que soient son sexe, sa couleur de peau, la religion qu'il pratique ou l'endroit où il vit, est un engagement et une lutte quotidienne.

La FMMR a accepté le défi et elle prétend continuer dans cette direction.

Pour soutenir la FMMR dans sa lutte contre pauvreté et exclusion sociale et dans son action en faveur des droits des enfants, il suffit de verser un don sur un des comptes courants de la FMMR ouverts au Grand-Duché de Luxembourg et/ou en Italie. On peut le faire à tout moment, mais des événements marquants de votre vie peuvent aussi être l'occasion d'un don plus important ou plus généreux placé sous l'enseigne de la solidarité internationale.

Grand-Duché de Luxembourg:

C.C.P.L. (CCPL LU LL) IBAN LU63 1111 1123 8054 0000

BCEE (BCEE LU LL) IBAN LU88 0019 1000 0262 3000

BGL BNP Paribas (BGL LU LL) IBAN LU43 0030 4471 2182 0000

BIL (BILL LU LL) IBAN LU71 0027 1508 5920 9000

Les résidents au Grand-Duché de Luxembourg peuvent bénéficier de l'exemption fiscale. Pour cela, il suffit de joindre à la déclaration d'impôt les copies des versements, virements, chèques, etc.

Les montants déductibles se situent entre un minimum de €120 par an et un maximum de 20% du revenu annuel, jusqu'à 1.000.000 €.

Italie

Banca Popolare dell'Emilia Romagna – (code BIC BPOM IT22)

IBAN IT48 I 05387 03203 00000 1459 174 Associazione Meninos e Meninas de Rua - Onlus

CCP : 8171 9304

Les dons en argent ou en nature offerts par des personnes physiques résidentes en Italie en faveur des organisations non lucratives d'utilité publique (ONLUS) sont fiscalement déductibles dans la limite de 10% du revenu annuel déclaré, avec une limite maximale de € 70.000. Les dons offerts par les personnes morales (sociétés) sont déductibles jusqu'à un montant de € 2.065,83 ou, si supérieur, jusqu'à 2% du revenu de la société au net du don.

Conseil d'administration de la FMMR

Lucina De Bernardi, Gillian Eischen, Henri Baguenier

Directrice Sylvia Carvalho